



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 13 novembre 2025

FOCUS : COP30 - MALGRÉ DES AMBITIONS CLIMATIQUES MARQUEES, LE FINANCEMENT DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE RESTE SOUS-DEVELOPPE. 2

Zone 3

Les séniors rencontrent des difficultés sur le marché du travail. 3

Bolivie 3

Le président sortant Luis Arce quitte le pouvoir avec une inflation annuelle de 22,2 % en octobre. 3

Colombie 3

L'inflation accélère et s'établit à 5,51 % g.a. en octobre. 3

L'indice de confiance du consommateur s'établit à 13,6 %. 4

Le gouvernement prévoit d'augmenter les droits de douane sur les véhicules thermiques. 4

Équateur 4

Réserves internationales de la BCE : pic historique et liquidité renforcée. 4

L'Equateur reçoit de nouveaux financements. 4

Le risque pays tombe à son plus bas niveau depuis six ans (670 points). 5

Guyana 5

Le Guyana revoit à la hausse sa croissance grâce au dynamisme de sa production de pétrole. 5

Pérou 6

Le gouvernement est sur le point d'approuver le règlement d'application de la loi sur les zones économiques spéciales privées. 6

Les exportations de services ont augmenté de 7,5 % au S1 de 2025. 6

Venezuela 6

La production pétrolière est en hausse, pour s'établir à 1,1 M bpj. 6

L'intervention bancaire diminue au profit de l'utilisation des USDT. 6

Focus : COP30 - Malgré des ambitions climatiques marquées, le financement de la transition écologique reste sous-développé.

Les pays de la zone andine et du plateau des Guyanes représentent conjointement 0,86 % des émissions mondiales cumulées de CO₂. L'Amérique latine héberge 40 % de la biodiversité et 25 % des forêts du monde. En 2023, les pays de la zone andine ont une empreinte carbone inférieure à 2,5 tCO₂eq/habitant (moyenne mondiale à 4,86t/hab). Si le Suriname et le Guyana ont une empreinte proche de la moyenne mondiale, notamment du fait de matrices énergétiques plus carbonées, ces pays ont un bilan carbone net négatif grâce à leurs forêts agissant en puits de carbone.

Les pays de la zone cherchent à concilier développement économique et atténuation du changement climatique. La Colombie a pour ambition de réduire ses émissions de GES de 51 % d'ici 2030, par rapport à un scénario de référence sans action climatique. Le Pérou et l'Équateur ont deux cibles : (i) une cible de 40 % de GES d'ici 2030 et de 7 % d'ici 2035 respectivement et (ii) une cible plus ambitieuse, conditionnée à la coopération internationale (financements, assistance technique, partage de technologies, etc.) de -49 % (9 pp) et de 8 % (1 pp) respectivement.

Les besoins de financement sont évalués pour l'Amérique latine entre 110 Md\$ et 290 Md\$/an (1,9 % à 4,9 % du PIB régional) entre 2023 et 2030. Les pays de la zone ont reçu 48,5 Md\$ de finance climat des pays développés depuis 2000 (5,6 Md\$/an en moyenne depuis 2020). Sur ce total, 83 % des financements sont réalisés sous forme de prêts et 17 % sous forme de dons.

Les pays de la région montrent un intérêt pour les mécanismes financiers de protection de la nature adaptés à des situations budgétaires tendues. L'Équateur a bénéficié d'un allègement de sa dette en contrepartie d'une protection des îles Galapagos, d'un montant de 1,6 Md\$ en 2023, soutenu par la Banque interaméricaine de développement (BID) et les États-Unis. Le Suriname et le Guyana émettent des crédits carbone grâce à leurs forêts (sous l'article 6 de l'accord de Paris ou REDD+).

Néanmoins, ils peinent à mettre en place des instruments fondés sur le marché. Contrairement à d'autres pays latino-américains (Mexique, Argentine) les mécanismes fondés sur le marché sont absents des politiques environnementales, préférant une régulation par la norme. La Colombie est le premier pays d'Amérique latine, et le seul pays de la zone, à avoir mis en place une taxe carbone dès 2016 puis une taxonomie verte en 2022. Le Pérou développe actuellement une taxonomie verte.

Les obligations vertes et soutenables sont largement émises par les souverains mais trop peu par les entreprises du secteur privé. Si une dynamique existe en Colombie, du fait de l'existence d'une taxonomie verte, elle reste largement sous-développée (les obligations vertes et soutenables représentent 30,5 % et 10,5 % des obligations ESG) et concentrée sur les principales entités du secteur bancaire.

Enfin, les instruments financiers de réponses aux pertes et préjudices commencent à se développer. La Colombie bénéficie ainsi d'un prêt de contingence de 400 M\$ de la BID. De même, les clauses de dette climatiques, qui suspendent temporairement le service de la dette lors d'une catastrophe naturelle se développent. L'Équateur bénéficie d'une clause de la BID et le Guyana et le Suriname sont éligibles à cet instrument par la Banque mondiale.

Zone

Les seniors rencontrent des difficultés sur le marché du travail.

L'Amérique latine se caractérise par un vieillissement démographique et un faible taux de couverture des systèmes de retraite, selon le rapport du centre interaméricain d'études de sécurité sociale (CIESS). Les seniors de la région, en absence d'une protection sociale suffisante, continuent d'être sur le marché du travail au-delà de l'âge de départ à la retraite.

L'informalité touche particulièrement les plus de 65 ans. Le taux d'informalité chez les seniors est ainsi de 93,9 % en Bolivie (le plus haut de la région), de 84 % en Colombie, de 83,7 % au Pérou et de 84,3 % en Équateur. Le taux d'activité des seniors est également particulier élevé : 58,2 % en Bolivie, 41,8 % au Pérou, 37,5 % en Équateur et 23,8 % en Colombie. Pour comparaison, ce taux n'est que de 4,3 % en France.

Afin de favoriser l'emploi formel des seniors, des incitations financières et formations sont mises en place. En Colombie, la loi 2040 de 2020 permet une réduction d'impôt pour l'emploi durable de travailleurs au-delà de l'âge de départ à la retraite (62 ans pour les hommes et 57 ans pour les femmes). Au Pérou, l'initiative « *Becas Generación Plateada* » offre 100 000 bourses aux seniors qui s'inscrivent dans un programme de formation au numérique.

Bolivie

Le président sortant Luis Arce quitte le pouvoir avec une inflation annuelle de 22,2 % en octobre.

Le président Luis Arce a quitté ses fonctions le 8 novembre, laissant place à Rodrigo Paz. **L'inflation en octobre, le dernier mois de sa présidence, s'établit à 22,2 % en g.a.,** selon

l'institut national des statistiques (INE), portée par le prix des aliments. Par rapport à septembre, l'inflation a augmenté de +0,75 %.

Le projet de budget général de l'État pour 2026, transmis par L. Arce, prévoit une croissance économique à 0,9 % et une inflation à 10,1 %. Il est également estimé que le déficit budgétaire s'élèvera à 10,3 % du PIB (contre 9,9 % en 2025). Néanmoins, le nouveau gouvernement devrait procéder à des ajustements significatifs à ce budget afin de mettre en place son programme de libéralisation économique.

Colombie

L'inflation accélère et s'établit à 5,51 % g.a. en octobre.

En octobre, l'inflation s'établit à 5,51 % en g.a., son niveau le plus haut depuis septembre 2024. L'inflation a augmenté de +0,33 pp depuis juin 2025, en nette hausse. Cette hausse est portée par deux secteurs principaux : le logement et les charges associées comme l'eau ou l'électricité (30 % de la hausse annuelle) et l'alimentation (22,7 %). La restauration et les hôtels (15,2 %) ainsi que les transports (12,7 %) participent également à la hausse de l'inflation.

L'inflation sous-jacente a atteint 4,99 % en g.a. Les économistes estiment que l'inflation clôturera l'année bien au-dessus de 5 %, autour de 5,3 %. Pour mémoire, la cible de politique monétaire est de 3 % ± 1pt. Dans ce contexte, la Banque centrale devrait maintenir son taux directeur à 9,25 % jusqu'à la fin de l'année, comme elle l'a fait la semaine passée (cf. [Brèves semaine 45](#)).

L'annonce d'une forte hausse du salaire minimum, qui devrait atteindre 476\$ (1,8 M COP), pourrait entretenir l'inflation en 2026. Le détail de la hausse du salaire minimum n'a pas encore été précisée. Deux scénarios sont envisageables : (i) la hausse

pourrait être de +29 % si le seul salaire minimum passe de 376\$ (1,4 M COP) à 476\$ ou (ii) de +10,9 % si les subventions au transport sont prises en compte (salaire minimum + transport à 430\$ actuellement ; 1,6 M COP). Dans ce dernier cas, la hausse serait similaire à celle de 2025 (+9,5 %).

L'indice de confiance du consommateur s'établit à 13,6 %.

L'indice de confiance du consommateur a augmenté de 12 pp pour s'établir à 13,6 % (contre 1,6 % en septembre). Il enregistre ainsi une hausse annuelle de 17,3 pp par rapport à octobre 2024, alors qu'il était négatif (-3,7 %).

Cette hausse s'explique d'abord par une amélioration de la perception des agents par rapport au futur économique (+15,5 pp de l'indice des attentes des consommateurs, à 18,1 % par rapport à septembre). De plus, l'indice des conditions économiques, qui mesure la situation des ménages, a également augmenté de 6,8 pp pour atteindre 6,9 %.

Cette amélioration de la confiance est partagée par toutes les catégories sociales, bien qu'à des échelles distinctes (+17,3 pp pour les strates moyennes, +11,6 pour la strate élevée et +7,5 pp pour la strate basse).

Le gouvernement prévoit d'augmenter les droits de douane sur les véhicules thermiques.

Le ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme a publié un projet de décret qui vise à augmenter à 40 % (+0,5 pp) les droits de douane sur les véhicules thermiques. Les motos thermiques seraient également concernées avec une hausse à 35 %.

Ces droits de douane ne s'appliqueraient qu'aux pays n'ayant pas d'accord commercial avec la Colombie, comme le Mexique, les États-Unis, l'Union européenne, le Brésil ou encore la Corée du Sud. En l'état, les principaux fournisseurs de véhicules sont le

Mexique, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud et les États-Unis.

La Chine ne sera que marginalement touchée par ces droits de douane car la majorité de ses exportations de véhicules concernent des véhicules électriques et hybrides, exemptés de cette hausse.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,4%	52,4%	2052
Change USD/COP	-1,0%	-15,6%	3750
Change EUR/COP	-0,3%	-7,6%	4358
Prix du baril (Brent, USD)	-1,0%	-13,1%	62,97

Équateur

Réserves internationales de la BCE : pic historique et liquidité renforcée.

Les réserves internationales de la Banque centrale d'Équateur (BCE) ont atteint fin octobre leur plus haut niveau mensuel depuis la dollarisation en 2000, à 9,3 Md\$, (+7,9 % en g.a.) contre un point bas de 2,0 Md\$ en mars 2020. Ce niveau permet de couvrir intégralement les dépôts des entités financières publiques, privées et de l'économie populaire et solidaire auprès de la BCE, tandis que la couverture des dépôts du secteur public non-financier s'est renforcée pour atteindre 57 %.

Adossées à 16,3 Md\$ d'actifs, les réserves sont composées majoritairement de titres financiers liquides (47 %) et d'or (36 %). Cette progression, qui traduit une reconstitution des marges de liquidité du système financier et renforce la crédibilité du cadre monétaire dollarisé, consolide la stabilité financière et devrait soutenir l'activité économique.

L'Equateur reçoit de nouveaux financements.

Entre janvier et octobre 2025, l'Équateur a reçu près de 1,9 Md\$ de crédits multilatéraux

(FMI : 599 M\$, BID : 436 M\$, CAF : 598 M\$). Selon le projet de loi de finances pour 2026, le gouvernement Noboa prévoit 12,9 Md\$ de nouveaux emprunts pour soutenir les dépenses publiques. La BID a ainsi approuvé un prêt de 250 M\$ pour renforcer la prévention et le traitement des maladies chroniques, en coordination avec les ministères de la Santé et des Finances.

La BEI, de son côté, a annoncé une ligne de crédit de 100 M\$ au Banco de Desarrollo del Ecuador (BDE) pour étendre les réseaux d'eau et d'assainissement dans le cadre du programme européen *Global Gateway*, s'ajoutant à un prêt équivalent de 2022.

Enfin, la loi des finances prévoit le retour des financements chinois, avec 764 M\$ attendus du *China Eximbank* (420 M\$) et de la *China Development Bank* (344 M\$). Si la dette envers la Chine, qui avait culminé à 9,6 Md\$ en 2016, reste élevée (2,2 Md\$ en août 2025), le gouvernement affirme vouloir renforcer la transparence et le suivi des projets pour éviter les dérives des anciens prêts liés aux préventes pétrolières.

Le risque pays tombe à son plus bas niveau depuis six ans (670 points).

Le risque pays de l'Équateur a poursuivi sa baisse après la fin des manifestations indigènes, atteignant 670 points le 10 novembre 2025, son niveau le plus faible depuis septembre 2019, selon la Banque centrale. Ce recul traduit un regain de confiance des marchés dans la capacité du pays à honorer sa dette externe.

D'après la Coface, cette amélioration s'explique par la stabilisation politique et certaines réformes structurelles menées par le président Noboa : suppression des subventions au diesel, hausse de la TVA à 15 %, relance minière, accords commerciaux avec le Canada et la Corée du Sud et réduction de la bureaucratie. Ces avancées contrastent avec les chocs des années précédentes (crise

énergétique, tensions diplomatiques) qui avaient conduit Coface à abaisser la note du pays de C à D (niveau ukrainien).

Le maintien de cette tendance dépendra toutefois de réformes encore attendues, notamment du marché du travail et des restrictions aux crédits bancaires. Le risque pays influence directement le coût de l'emprunt : à 700 points, le pays doit payer 7 p.p. de plus que les États-Unis pour se financer.

L'inflation annuelle s'est limitée à 1,2 % en octobre 2025, son plus bas niveau depuis 2021, confirmant la stabilisation des prix malgré la fin des subventions et les troubles récents. Cette combinaison d'un risque pays en repli et d'une inflation maîtrisée alimente l'attente d'un retour progressif de l'Équateur sur les marchés internationaux de capitaux.

Guyana

Le Guyana revoit à la hausse sa croissance grâce au dynamisme de sa production de pétrole.

Le Guyana a mis à jour sa prévision de croissance pour 2025, à 15,2 %, contre 10,6 % auparavant. Cette révision repose sur une croissance plus forte que prévue du secteur pétrolier et gazier, en hausse de 5,5 % au S1 2025, atteignant 642 000 bpj sur la période. Au global, l'économie a enregistré une croissance de 7,5 % au S1 2025.

Si la croissance du secteur pétrolier devrait atteindre 15,6 % en 2025, **le gouvernement a indiqué souhaiter continuer de mettre l'accent sur l'économie non-pétrolière**. Celle-ci devrait connaître une croissance de 13,9 % en 2025 (13,8 % au S1 2025).

Pérou

Le gouvernement est sur le point d'approuver le règlement d'application de la loi sur les zones économiques spéciales privées.

Lors du Forum international sur les zones économiques spéciales privées (ZEEP), le président de la République, José Jerí, a annoncé que **le règlement d'application de la loi créant le cadre fiscal et douanier spécial pour les ZEEP serait approuvé dans deux semaines**. Le président a également souligné que la mise en place du nouveau régime ouvre une nouvelle étape de collaboration public-privé, dans laquelle l'État supervisera et où le secteur privé administrera le développement des zones.

De même, la ministre de l'Économie et des Finances, Denisse Miralles, a souligné que **les ZEEP sont un outil de politique économique destiné à promouvoir l'industrialisation et le développement décentralisé**, sans compromettre la viabilité budgétaire. Elle a expliqué que le traitement fiscal et douanier ne doit pas être considéré comme une exonération, mais comme un mécanisme qui lie les avantages à des engagements concrets en matière d'investissement, d'emploi et d'innovation. La Ministre a ajouté que la politique des ZEEP s'articulera autour d'un portefeuille de partenariats public-privé de plus de 27 Md\$ entre 2025 et 2026.

Les exportations de services ont augmenté de 7,5 % au S1 de 2025.

Selon la ministre du Commerce Extérieur et du Tourisme (Mincetur), **les exportations de services du Pérou ont atteint 3,6 Md\$ au premier semestre de l'année**, soit une augmentation de 7,5 % par rapport à la même période en 2024. Dans un communiqué, le Mincetur a indiqué que les services aux entreprises ont représenté 698 M\$ et les

services basés sur la connaissance près de 20 % du total des exportations.

La Ministre a également souligné l'innovation des entreprises nationales, considérant que le Pérou peut se positionner comme un centre de solutions numériques et créatives dans la région.

Venezuela

La production pétrolière est en hausse, pour s'établir à 1,1 M bpj.

Le rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), publié le 12 novembre dernier indique que, selon les chiffres officiels, **la production pétrolière vénézuélienne en octobre a été de 1,1 M de barils par jour (+27 000 bpj)**. Les sources secondaires indiquent quant à elles une production de 956 000 bpj (-7 000 bpj).

Le prix du pétrole de référence vénézuélien, Merey à 16 degrés API, a enregistré une baisse de -6,7\$/b en octobre par rapport à septembre, pour s'échanger à 48,6\$/b. La moyenne annuelle sur les 12 derniers mois du prix s'établit à 57,5\$/b (-13,1 % par rapport à la moyenne annuelle à octobre 2024 de 66,2\$).

L'intervention bancaire diminue au profit de l'utilisation des USDT.

Les ventes de devises aux banques par la Banque centrale ont atteint 91 M\$ en octobre 2025. Depuis janvier, elles ont atteint 3,5 Md\$ (-27,1 % par rapport à la même période en 2024 ou l'intervention fut de 4,8 Md\$). PDVSA, principale source de devises du secteur public, reçoit des USDT en paiement de ses ventes de pétrole brut et celles-ci seraient devenues le principal axe des interventions monétaires de la Banque centrale sur le marché des changes.

Cela s'est traduit en une amélioration relative observée sur le marché au mois d'octobre, en dépit brèche cambiale entre le taux officiel et celui des USDT de 36 %. Cette brèche est

toutefois limitée par rapport au pic observé en septembre (70 %). L'ampleur exacte de ces opérations USDT n'a pas été communiquée officiellement.

Au sujet de l'utilisation des *stablecoins*, le président de Conindustria a indiqué que **20 %**

des opérations B2B se feraient par ce biais, et que ce pourcentage pourrait atteindre 60 % en 2026.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.
jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr
Rédaction : Constance ANDRIEU, Justine BULTEL, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)